

JOURNÉE DE DEBAT SOLIDARITÉS 24 FÉVRIER 2007

«QUEL AUTRE CHOIX POLITIQUE SUR LES FLUX MIGRATOIRES QUE DES MURS?»

Introduction

Le 24 février dernier a eu lieu sous l'égide de solidarités une journée de débats sur le thème «Quel autre choix politique sur les flux migratoires que des murs ?».

Un résumé des cinq exposés de la journée sera publié sous forme de cahier dans un numéro du journal de solidarités¹. On trouvera dans le présent dossier, le contenu intégral de chacun des exposés, ainsi qu'une relation détaillée des débats qui ont suivi². Les noms des intervenant-e-s autres que les orateurs et oratrices ont été remplacés par des initiales pour éviter toute personnalisation excessive sans empêcher les présents de se reconnaître.

Pourquoi ce thème, pourquoi cette priorité ?

Depuis des années, on constate dans ce pays, comme en général dans le monde, une régression continue des droits des migrant-e-s. Seule avancée dans ce domaine, la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Europe des 25, l'a été dans le cadre particulier d'un accord global auquel une partie des milieux dominants de ce pays avaient aussi intérêt.

La défaite que nous avons subie le 24 septembre 2006 concernant les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers, deux lois qui portent gravement atteinte aux droits humains, nous oblige à ouvrir sans retard le débat sur nos perspectives et moyens de combattre les politiques des autorités dans ce domaine.

Depuis des années, le Conseil Fédéral adopte des dispositions très restrictives en matière de droit des étrangers. L'UDC profite de ce climat de repli et ne cesse de renchérir sur ces mesures à partir de ses positions racistes et xénophobes au nom de l'« identité nationale ». Elle lance sans trêve initiatives ou referendums sur ce thème, martèle lors de chaque campagne : « criminalité, délinquance, violence, drogue, prostitution = étrangers/ères » et exploite sans vergogne le moindre fait divers dans ce sens. L'entrée de Christoph Blocher au Conseil fédéral a pratiquement donné une caution officielle à la politique que préconise son parti. Les autres partis bourgeois ont ainsi soutenu des lois qui durcissent les conditions de vie et de travail des migrant-e-s et accentuent leur précarité. Une partie de la gauche, inquiète de l'emprise de cette propagande sur son électorat traditionnel, n'a que mollement combattu les deux lois en question.

Au-delà du cas suisse, ces politiques restrictives et répressives envers les migrant-e-s concernent l'ensemble des pays du Nord : USA et UE érigent tous deux murs et camps de détention à leurs confins méridionaux. La tentative d'unifier les politiques migratoires dans un sens restrictif menacerait d'exclure à l'avenir toute mesure unilatérale de régularisation collective de « sans papiers » par un pays particulier de l'UE. En France, suite à la victoire de Sarkozy, on assiste à l'installation d'un ministère « de l'immigration et de l'identité

¹ En principe en juillet 2007 cf. http://www.solidarites.ch/index.php?action=2&num=111&db_version=2

² Seul l'exposé d'Emmanuel Terray et le débat qui a suivi ont été enregistrés, et fait l'objet d'une transcription. Les autres débats sont relatés d'après les notes des rédacteurs, qui vous demandent d'excuser leur caractère lacunaire.

nationale », récemment rebaptisé en y accolant « de l'intégration et du codéveloppement » pour ne pas ruiner les prétentions à l'ouverture du nouveau président.

Quelles perspectives pour lutter contre la xénophobie et les politiques restrictives à l'encontre des migrant-e-s ?

Le groupe de travail qui a organisé cette journée a, en préparant la présente publication, pris conscience de l'existence de deux approches, deux orientations en la matière, lesquelles font évidemment débat. Nous avons donc décidé de publier deux contributions sur ce thème dans un numéro ultérieur du journal de solidaritéS afin de susciter une discussion plus large. Vous trouverez également ces contributions dans le présent dossier dès leur parution.

Au nom du groupe de Travail « Journée de débats »

Les participant-e-s à la rédaction :

Maryelle Budry, Laetitia Carreras, Dario Ciprut, Eric Decarro, Ynés Gerardo, Silvia Marino et Christian Tirefort

Genève, mercredi, 4. juillet 2007